



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

| | |
|--|---|
| Title - Sujet National Cybercrime Solution Projec Solution nationale en matière de cybercriminalité | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-205915/D | Amendment No. - N° modif. 019 |
| Client Reference No. - N° de référence du client M7594-205915 | Date 2021-07-08 |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-155-39352 | |
| File No. - N° de dossier 164xl.M7594-205915 | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-07-13 Heure Avancée de l'Est HAE | |
| F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/> | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kumar, Rajesh | Buyer Id - Id de l'acheteur 164xl |
| Telephone No. - N° de téléphone (613) 914-7906 () | FAX No. - N° de FAX () - |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

La présente modification 019 de l'invitation à soumissionner vise à :

- 1. Mise à jour de la Partie 7- Clauses du contrat subséquent, Section 7.29 - Limitation de responsabilité**
 - 2. Afficher les questions et réponses**
-

L'invitation à soumissionner est modifié comme suit :

- 1. Partie 7- Clauses du contrat subséquent, Section 7.29 - Limitation de responsabilité, est par la présente SUPPRIMÉ dans son intégralité et REMPLACÉ par ce qui suit :**

Section 7.29 - Limitation de responsabilité

1. Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulée « Responsabilité ». Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'entrepreneur, cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants, ou leurs employés. Cet article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada en ce qui concerne le rendement ou l'inexécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans cet article et dans tout autre article du contrat pré-établissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans cet article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.
2. Responsabilité de la première partie :
 - a. L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers ou consécutifs, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
 - i. toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »
 - ii. toute blessure physique, y compris la mort.
 - b. L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur qui touchent des biens personnels matériels ou des biens immobiliers qui sont la propriété du Canada, en sa possession, ou qui sont occupés par le Canada.

-
- c. Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité en vertu du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée des secrets industriels de l'autre partie (ou des secrets industriels d'un tiers fournis par une partie à une autre, en vertu du contrat) qui concernent la technologie de l'information.
 - d. L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cela ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées à l'alinéa a) susmentionné.
 - e. L'entrepreneur est aussi responsable envers le Canada de tous les autres dommages directs qui ont été causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
 - i. tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (incluant les taxes applicables) pour les biens et les services touchés par le manquement;
 - ii. tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux, lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité pour inexécution, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (ii) du montant le plus élevé entre .25 fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services), ou 1 000 000,00 \$

En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa e) ne dépassera le montant le plus élevé entre le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou 1 000 000.00 \$

- f. Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et données.

3. Réclamations de tiers :

- a. Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant

de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causé au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.

- b. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa a), en ce qui concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle, de blessures physiques à un tiers, y compris la mort, des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou tout réclamation sur toute portion des travaux; ou du manquement à l'obligation de confidentialité.
- c. Les parties sont uniquement responsables l'une devant l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans ce paragraphe 3.

2. Afficher les questions et réponses :

| Question # | Question | Réponse |
|------------|--|---|
| 165 | <p>Modification 17</p> <p>La modification 17 a fait en sorte que la demande de prolongation d'un mois formulée par un soumissionnaire a été refusée. Le 23 juin, notre entreprise a également présenté une demande de prolongation jusqu'au 18 août et nous attendons encore une réponse.</p> <p>Notre équipe travaille dans le cadre de cette proposition depuis la publication de la DP au début d'avril. Nous sommes résolus à répondre à cette demande complexe. Nous ne pouvons pas respecter la date de clôture du 13 juillet et nous avons également besoin d'une période de prolongation importante de cette dernière pour y parvenir. Sans une telle prolongation, nous serons contraints de nous retirer de ce processus d'approvisionnement et de ne pas présenter d'offre dans le cadre de la DP.</p> <p>Nous demandons donc une réponse prioritaire immédiate à cette demande de prolongation.</p> | <p>En raison de demandes antérieures de l'industrie, le Canada a déjà prolongé la date de clôture. La date de clôture demeure le 13 juillet 2021, tel qu'indiqué dans la modification de la demande de soumissions no 10.</p> |
| 166 | <p>Intégration avec ESRI</p> | <p>La phase 1 exige d'obtenir les services d'un maximum de trois</p> |

| Question # | Question | Réponse |
|------------|---|--|
| | Le Canada peut-il confirmer que les 2000 utilisateurs de la phase 1 qui accèdent aux tableaux de bord doivent également y voir les cartes ESRI intégrées? Ou ne s'agit-il qu'un sous-ensemble de ces utilisateurs? | <p>entrepreneurs afin de développer une solution prototype pour effectuer une évaluation des capacités et de la convivialité (ECC) prenant en charge jusqu'à cent (100) utilisateurs, conformément à ce qui est prévu à la phase 1 de l'Annexe A – Énoncé des travaux.</p> <p>Selon l'Appendice C – Modèle de capacité opérationnelle de la SNC de l'Annexe A – Énoncé des travaux, le Canada exige que les tableaux de bord soient adaptables et qu'une fonctionnalité cartographique de l'ESRI soit comprise dans les tableaux de bord pour certains types d'utilisateurs.</p> |
| 167 | <p>Modification 13, réponse 134</p> <p>Il est énoncé ceci : « Il s'agit d'un processus concurrentiel ouvert qui permet à diverses options de prestation de solutions de remplir les exigences du Canada. Les soumissionnaires doivent donc avoir à leur disposition une solution de modèle de prestation pour répondre aux exigences du Canada et pour soumettre des prix conformément aux tableaux des prix à l'annexe B – Base de paiement. Les évaluations financières et la méthode de sélection du Canada seront menées objectivement, conformément à la demande de propositions. »</p> <p>Nous convenons que le Canada s'est positionné en faveur de la possibilité qu'offrent les diverses options de prestation de solutions. La nôtre peut s'exécuter sur tout nuage ou sur place et, par conséquent, nous comparons les solutions de rechange sur le plan de l'infrastructure au nom du Canada, car cela nous importe peu. Lors de cette comparaison, nous avons remarqué que l'option de prestation dans l'espace infonuagique loué de la GRC produit le coût le moins élevé, sans égard à la solution, car les tableaux des prix n'incluent pas (n'additionnent pas) les coûts de location du nuage par la GRC. Par conséquent, la réponse 134 semble confirmer que le Canada entend qu'aucun coût d'infrastructure ne soit évalué pour cette option OU que le Canada envisage de comparer les</p> | <p>Conformément à la partie 4 de la DP, l'évaluation financière sera fondée sur les tableaux de prix donnés à l'Annexe B, et le Canada se servira de ces tableaux dans le cadre de sa méthode de sélection de l'entrepreneur. Aucun autre coût ne sera utilisé pour l'évaluation financière et pour la sélection d'un entrepreneur.</p> |

| Question # | Question | Réponse |
|------------|--|---|
| | <p>coûts d'infrastructure de l'espace infonuagique loué de la GRC, et ce, séparément des offres faites par les soumissionnaires dans les tableaux des prix à un moment donné après la date de clôture des soumissions.</p> <p>Veuillez confirmer que les soumissionnaires qui disposent de nombreuses options de prestation pour remplir les exigences du Canada devraient respecter celle de l'espace infonuagique loué de la GRC afin d'éviter l'évaluation des coûts d'infrastructure OU que le Canada ajoutera les coûts d'infrastructure du nuage aux solutions des soumissionnaires qui choisissent l'option de l'espace infonuagique loué de la GRC avant l'attribution du contrat, et veuillez idéalement donner un aperçu du processus et du calendrier (comme au cours de l'étape de l'ECC).</p> | |
| 168 | <p>Date de clôture</p> <p>Nous avons un certain nombre de questions en suspens et, alors que nous nous rapprochons du moment où nous mettrons la touche finale à notre solution, nous nous attendons à en avoir d'autres et à avoir besoin d'éclaircissements compte tenu du processus continu de Q et R. Les modifications paraissent désormais plus régulièrement, mais des réponses à nos questions ont tardé à nous parvenir et cela a ralenti l'élaboration de notre solution. Aussi, la position que le Canada a prise concernant des clauses particulières du Guide des CCUA a posé et continue de poser un défi sur le plan des approbations internes juridiques et administratives.</p> <p>Avec l'allègement des restrictions relatives à la COVID et la période de pointe des vacances à nos portes, les ressources se font rares pour tout le monde. Chacun a hâte de réserver ses vacances plus traditionnelles en famille. Cela aura une incidence sur tous les soumissionnaires et sur le personnel du gouvernement du Canada et de la GRC.</p> <p>De plus, conformément aux instructions fournies par le Canada, nous avons présenté une demande à SPC afin de connaître les fournisseurs de services infonuagiques offrant une connectivité ADNS et nous n'avons reçu aucune réponse.</p> <p>Ces facteurs tous combinés entre eux engendrent des défis. Nous avons examiné notre position et nous considérons que nous avons besoin de plus de temps pour mettre la touche finale à notre proposition et pour</p> | <p>SPAC a répondu à toutes les questions reçues. Veuillez nous aviser si, jusqu'à la modification 17, il reste encore des questions particulières auxquelles nous n'avons toujours pas répondu. Dans ce cas, veuillez fournir la date, de l'information détaillée sur votre courriel et les questions en suspens, et nous y donnerons suite en conséquence.</p> <p>Conformément à ce qui est énoncé dans la réponse du Canada à la question no 68 de la modification 004, il incombe au soumissionnaire de communiquer avec les fournisseurs dont les services infonuagiques sont évalués afin de déterminer si leurs services peuvent supporter des charges de travail Protégé B du gouvernement du Canada dans le nuage (https://cloud-broker.canada.ca/s/central-provider-page-v2?language=fr) pour leur demander s'ils sont en mesure de satisfaire l'exigence concernant le projet d'activation et de défense du</p> |

| Question # | Question | Réponse |
|------------|---|---|
| | en fixer le prix de la manière appropriée. Nous comprenons que le Canada a été raisonnable lors de telles demandes pendant ce processus d'approvisionnement; toutefois, l'ensemble des exigences est complexe et il faut du temps pour attacher toutes les dernières ficelles. Par conséquent, nous demandons une prolongation de la date de clôture jusqu'au 18 août, ce qui donnera plus de temps aux soumissionnaires pour terminer le processus de Q et R, pour réagir aux modifications, pour mettre la touche finale à notre solution et pour en fixer le prix, pour obtenir toutes les approbations nécessaires et pour permettre au personnel de prendre au moins une partie de leurs vacances d'été. | nuage sécurisé pour leur plateforme infonuagique. En raison de demandes antérieures de l'industrie, le Canada a déjà prolongé la date de clôture. La date de clôture demeure le 13 juillet 2021, tel qu'indiqué dans la modification de la demande de soumissions no 10. |
| 169 | Clause sur la limitation de responsabilité – Modification 12 – Q et R 122 Votre réponse à la question 122 d'un soumissionnaire précisait que les clauses restantes demeurent inchangées, « puisqu'elles sont des clauses et conditions uniformisées acceptables pour le Canada en ce qui concerne le respect des exigences ». En ce qui concerne la limitation de responsabilité (section 7.29), cela n'est pas le cas. L'industrie, par l'entremise de l'ACTI (désormais appelée Technation), et le gouvernement fédéral ont conclu un accord de longue date selon lequel, dans les contrats portant sur la gestion de l'information/technologie de l'information (GI/TI), la version appropriée à utiliser de la clause Limitation de responsabilité est celle no N0000C (2013-04-25) du Guide des CCUA (voir le lien ci-dessous). Il ne s'agit pas de la version qui a été utilisée à la section 7.29 de cette DP. En comparant les deux versions de la clause, vous constaterez que la bonne version (collée ci-dessous) comprend les sections 1 et 3, tandis que la clause Limitation de responsabilité utilisée à la section 7.29 de la DP ne les inclut pas. Il y a de nombreuses conséquences juridiques liées à l'utilisation de la version de la clause Limitation de responsabilité dans la DP et à l'exclusion des sections 1 et 3, ce qui pose des problèmes aux soumissionnaires et affecte au bout du compte notre capacité de faire une offre. Le Canada peut-il corriger la DP pour utiliser la bonne version de la clause concernant la limitation de responsabilité à la section 7.29 et éviter d'autres situations du genre? | Le Canada accepte de mettre à jour la section 7.29 – Limitation de responsabilité de la partie 7 – Clauses du contrat. Voir amendement. |

| Question # | Question | Réponse |
|------------|---|---------|
| | <p>Par souci de commodité, vous trouverez ci-dessous le lien Web pertinent du Guide des CCUA, clause no N0000C (2013-04-25) et le libellé de celle-ci.</p> <p>https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/N/N0000C/4</p> <p>Le texte légal de l'item des CCUA :</p> <p>1. Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'entrepreneur, cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants, ou leurs employés. Cet article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada en ce qui concerne le rendement ou l'inexécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans cet article et dans tout autre article du contrat préétablissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans cet article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.</p> <p>2. Responsabilité de la première partie :</p> <p>a. L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers et consécutifs causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :</p> <p>i. toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;</p> <p>ii. toute blessure physique, y compris la mort.</p> <p>b. L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur qui touchent des biens personnels matériels ou des biens immobiliers qui sont la propriété du Canada, en sa possession, ou qui sont occupés par le Canada.</p> | |

| Question # | Question | Réponse |
|------------|--|---------|
| | <p>c. Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité en vertu du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée des secrets industriels de l'autre partie (ou des secrets industriels d'un tiers fournis par une partie à une autre, en vertu du contrat) qui concernent la technologie de l'information.</p> <p>d. L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cela ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées à l'alinéa a) susmentionné.</p> <p>e. L'entrepreneur est aussi responsable envers le Canada de tous les autres dommages directs qui ont été causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :</p> <p>i. tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (incluant les taxes applicables) pour les biens et les services touchés par le manquement;</p> <p>ii. tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux, lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité pour inexécution, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (ii) du montant le plus élevé entre _____ fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services), ou _____ \$. (Insérer le montant selon le groupe de biens et de services.)</p> <p>En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa e) ne dépassera le montant le plus élevé entre le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat</p> | |

| Question # | Question | Réponse |
|------------|--|---------|
| | <p>ou _____ \$. (Insérer le montant en dollars inscrit au sous-alinéa (ii)).</p> <p>f. Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et données.</p> <p>3. Réclamations de tiers :</p> <p>a. Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.</p> <p>b. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa a), en ce qui concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle, de blessures physiques à un tiers, y compris la mort, des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou toute réclamation sur toute portion</p> | |

| Question # | Question | Réponse |
|------------|--|---|
| | des travaux; ou du manquement à l'obligation de confidentialité. c. Les parties sont uniquement responsables l'une devant l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans ce paragraphe 3. | |
| 170 | <p>Modification 13, Q et R 133 et 138</p> <p>Les réponses aux questions 133 et 138 suscitent des questions supplémentaires.</p> <p>a) Le Canada peut-il confirmer que, conformément à 7.21 Base de paiement, point (a) Phase 1 – Solution prototype, le soumissionnaire retenu doit fournir la phase 2 afin d'offrir des services de garantie, de maintenance et de soutien du prototype pour la période contractuelle initiale de 3 ans dans le cas de 100 utilisateurs avec licence? Cela s'ajoute aux services de garantie, de maintenance et de soutien de la solution dans les environnements de développement, d'essai et de production – soit quatre environnements pour lesquels des services de maintenance et de soutien doivent être assurés.</p> <p>b) Est-ce exact de prétendre que, pour chaque année d'option, des services continus de maintenance et de soutien de cet environnement prototype doivent être assurés pour 100 utilisateurs avec licence et que, par conséquent, les coûts de maintenance et de soutien de cet environnement doivent être inclus dans les tableaux des prix 3 et 6?</p> <p>c) Enfin, les soumissionnaires ont-ils raison de supposer qu'une fois l'option de la phase 2 attribuée par contrat à l'entrepreneur retenu, les autres soumissionnaires peuvent déclasser leur environnement prototype et n'ont plus aucune autre obligation en matière de prototype?</p> <p>À noter que le soumissionnaire doit déployer le prototype dans un espace infonuagique loué par l'entrepreneur non Protégé B, conformément à la rubrique 2.5 Test de prototype sur plateforme (POP), point a). Il pourrait être plus clair, tant sur le plan de la réponse attendue que sur le plan juridique, de scinder l'EDT en deux contrats très distincts, comme cela a été fait pour d'autres processus d'approvisionnement semblables du Canada (c'est-à-dire un EDT pour la phase 1 et la POP en option, et un EDT pour la phase 2).</p> | <p>a) Pour la phase 1, conformément à l'Annexe A – Énoncé des travaux et à l'Annexe B – Base de paiement, le soumissionnaire doit fournir le prototype de solution y compris, sans s'y limiter, l'octroi de tous les droits d'utilisation de la solution, les octrois d'accès, la documentation sur le logiciel, la garantie, la maintenance et le soutien (à l'exclusion de la formation), les renonciations, les ententes de non-divulgaration et tout autre lancement destiné au Canada en vue de mener l'ECC et de réaliser le test du prototype sur plateforme, s'il y a lieu, pour un maximum de 100 utilisateurs pendant la durée initiale du contrat. Le soumissionnaire ne sera pas tenu d'assurer le soutien du prototype de solution après la durée initiale du contrat.</p> <p>b) Non. Les années d'option ne doivent pas comprendre les coûts de la maintenance et du soutien continus du prototype de solution. Les tableaux de prix 3 et 6 s'appliqueront à la phase 2 – Solution complète au besoin, si le Canada exerce son droit de procéder au</p> |

| Question # | Question | Réponse |
|------------|---|--|
| | | déploiement de la solution complète. c) Oui. L'Annexe A – Énoncé des travaux est divisée en phases, et chacune des phases de la portée décrit les exigences à satisfaire pour le prototype, y compris le test de prototype sur plateforme et la solution complète. La phase 2 – Solution complète ne sera exercée que par le Canada, conformément au contrat. |
| 171 | <p>Partie 3 – Instructions pour la préparation des soumissions, dont 3.4, section 1 :</p> <p>Soumission technique, paragraphe b) 9. : « Solution de bac de sable : Le soumissionnaire doit fournir une solution de bas de sable, conformément à l'annexe J – Évaluation technique – Critères d'évaluation des soumissions ».</p> <p>Nous supposons dans notre réponse à l'appel d'offres que le Canada demande aux soumissionnaires de décrire la manière dont les exigences relatives au bac de sable, lesquelles sont décrites à l'annexe J – Évaluation technique – Critères d'évaluation des soumissions, seront respectées par les outils de logiciel judiciaire que les soumissionnaires incluent dans la boîte à outils de cybercriminalité ou le bac de sable.</p> <p>Le Canada peut-il confirmer?</p> | <p>Le Canada confirme que les soumissionnaires doivent expliquer de quelle façon leur solution répond aux critères techniques relatifs à la boîte à outils et au bac à sable de lutte contre la cybercriminalité, conformément à l'Annexe J – Évaluation technique.</p> |
| 172 | <p>"Vous savez, d'après nos courriels, que nous attendons une réponse à notre question en suspens et que nous avons besoin d'un délai supplémentaire d'un mois pour y répondre. Aucun amendement n'a été publié cette nuit. Prévoyez-vous publier un amendement au courant de la journée et pouvons-nous espérer une prolongation ? Si tel est le cas, nous surveillerons Achatsetventes.gc.ca tout au long de la journée.</p> <p>Nous souhaitons être transparents avec SPAC et la GRC sur le fait qu'il n'y a aucune possibilité que nous puissions soumettre une proposition d'ici le 13 juillet et que notre demande de prolongation d'un mois est</p> | <p>En raison de demandes antérieures de l'industrie, le Canada a déjà prolongé la date de clôture. La date de clôture demeure le 13 juillet 2021, tel qu'indiqué dans la modification de la demande de soumissions no 10.</p> |

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-205915/D
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.
019
File No. - N° du dossier
164xl.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur
164XL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

| Question # | Question | Réponse |
|------------|---|---------|
| | nécessaire pour que nous puissions procéder. Tout autre délai est irréaliste. Nous supposons que vous souhaitez que cette DP donne lieu à de multiples réponses conformes de la part des soumissionnaires." | |

**TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES RESTENT
INCHANGÉS.**